



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Dimanche 09 Avril 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Président de la République : tous les indicateurs économiques de l'Algérie sont au vert

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué que tous les indicateurs économiques de l'Algérie étaient au vert et que l'économie nationale était dans le bon sens, soulignant l'attachement de l'Etat à son caractère social, et la fin de la gestion administrative de l'économie.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

APN : la commission des finances examine les amendements relatifs au projet de loi sur la monnaie et le crédit et celui relatif aux règles de comptabilité publique

La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu jeudi une réunion dédiée à l'examen du projet de loi sur la monnaie et le crédit et le projet de loi relatif aux règles de la comptabilité publique, a indiqué jeudi un communiqué de cette commission.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[CGMP lancera la première application dédiée aux marchés publics le deuxième semestre de 2023](#)

Le directeur général de la Caisse de garantie des marchés publics (CGMP), Oualid Nasri, a annoncé que cet établissement public lancera la première application gratuite dédiée aux marchés publics le deuxième semestre de 2023.

Cette application destinée aux parties intéressées et aux partenaires économiques permettra, entre autres, de consulter les projets, de s'enregistrer en ligne, de télécharger des documents, d'ouvrir un compte et de consulter les sommes dues, a précisé M. Nasri à l'APS.



Les explications du ministre des Finances

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est exprimé sur le niveau de l'inflation qui est actuellement évalué à plus de 9 %, selon l'Office national des statistiques (ONS). Lors d'une plénière mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a expliqué que «l'inflation est due, actuellement, à des raisons non monétaires et à des facteurs exogènes multiples». Parmi ces facteurs, il a cité «les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie de Covid-19, qui ont entraîné une pénurie de certains produits et une augmentation des prix des produits disponibles, ainsi qu'une demande accrue dans certains secteurs, entraînant une hausse des prix».



[Le chef de l'État l'oppose à l'efficacité économique](#)

[L'hydre bureaucratique](#)

Il y a urgence à libérer la gouvernance publique du poids de l'administration et ses contraintes pour aller vers un mode dont la finalité n'est autre que l'efficacité économique.

La bureaucratie tend à s'ériger de plus en plus en frein qui, au-delà de l'insatisfaction du citoyen, empêche la concrétisation des réformes engagées. Et le chef de l'État ne cesse de pointer d'un doigt accusateur ce qui s'apparente à une véritable hydre bureaucratique. Pour le président Tebboune, la bureaucratie bloque la mise en oeuvre des décisions de l'État. Y compris celles qui concernent directement le quotidien des citoyens.



[Tout pour réussir, mais...](#)

L'Algérie n'a pas le luxe de perdre du temps. 2024 doit trouver un pays fort, optimiste et surtout débarrassé de ses monstres bureaucratiques.

Il n'y a quasiment pas l'ombre d'un doute sur les capacités du pays de réaliser un bond exceptionnel dans tous les domaines. La séquence historique du moment le propulse tellement haut qu'il est question d'entrer dans le club des Brics. Cette perspective était impensable, il y a de cela quelques années.



[Importation de véhicules neufs](#)

[Un «pare-feu» contre les surfacturations](#)

Une base de données de référence sera établie pour faire correspondre les prix des voitures importées.

Depuis sa libération, l'importation de véhicules fait couler beaucoup d'encre et suscite de multiples réactions chez les citoyens et les professionnels. Notamment celles liées à l'équivalence des prix mis en avant par rapport à la valeur du dinar. Une comparaison qui est devenue plus qu'un réflexe, mais un barème de calcul.



[Adhésion aux Brics](#)

[La Dernière ligne droite](#)

Avec une approche diplomatique renouvelée et des positions politiques tranchées, l'Algérie a su se distinguer sur le plan géostratégique et géopolitique.

L'adhésion de l'Algérie aux Brics n'est qu'une affaire de temps. Il était évident que l'Algérie s'achemine vers l'intégration de l'un des plus importants conglomérats économiques dans le monde. Les propos du président Tebboune dans un Podcast d'Al Jazeera Tv mettent en lumière un stade, visiblement, très avancé des décisions déjà arrêtées concernant l'adhésion de l'Algérie au sein de ce groupe économique et géostratégique.



[Il a abordé des dossiers importants lors d'un entretien à El Jazeera](#)

[Le rêve algérien selon Tebboune](#)

Plusieurs tentatives n'ont pas totalement réussi. Celle qu'entreprend le président Tebboune est un signe que l'Algérie n'abandonnera pas.

L'Algérie n'abdiquera pas devant les difficultés pour récupérer les fonds publics détournés et placés à l'étranger. Même si ce genre d'opérations aboutit rarement pour l'écrasante majorité des pays, la conviction du président de la République est de ne jamais lâcher prise. Dans un nouvel entretien accordé à la chaîne qatarie El Jazeera, Abdelmadjid Tebboune n'a pas évacué le sujet en raison des immenses défis que l'Algérie doit relever.



[Le chef de l'État à El-Jazeera sur la situation économique du pays](#)

[Les indicateurs sont au vert](#)

Il est clair que les décisions prises par le président de la République pour consacrer davantage le caractère social de l'Etat, à travers la subvention des prix des produits de première nécessité et les augmentations des salaires qui se sont faites en trois phases, sont le signe d'une nouvelle politique économique et sociale adoptée par le chef de l'Etat.



[Exportations hors hydrocarbures](#)

[L'accompagnement de l'État se renforce](#)

Si les résultats sont probants, il n'en demeure pas moins que des embûches et des dysfonctionnements persistent.

C'est sur un rythme accéléré, lors des séances de concertation et de dialogue avec les professionnels de l'activité des exportations hors hydrocarbures, que le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, s'est penché au cours de la dernière rencontre avec les exportateurs de différentes filières, sur l'importance de tracer un programme d'action, visant à porter l'activité à la vitesse supérieure.



[Le pétrole termine la semaine au-dessus des 85 dollars](#)

[Le baril au petit trot](#)

L'Opep est prête à défendre un prix plancher à 80 dollars, soulignent les experts.

Les prix du pétrole ont certes terminé la semaine qui, exceptionnellement écoulee, s'est achevée le 6 avril (le 7 avril, vendredi saint, étant férié) au petit trot mais ils ont par contre retrouvé leur niveau d'avant le début du conflit armé russo-ukrainien. Après avoir fortement progressé, le 3 avril, au lendemain de la baisse de la production surprise de l'Opep+ ils ont fini sur une petite hausse.



[Le Président de la République, dans un podcast diffusé par la chaîne d'information qatarie Al-Jazeera : «Tous les indicateurs économiques de l'Algérie sont au vert»](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué que tous les indicateurs économiques de l'Algérie sont au vert et que l'économie nationale est dans le bon sens, soulignant l'attachement de l'État à son caractère social, et la fin de la gestion administrative de l'économie.



[L'Algérie dans les BRICS : Enjeux et convergences](#)

Il a rappelé que l'adhésion aux Brics se fait sur la base d'un accord à l'unanimité, et non à la majorité de ces membres, Arselan Chikhaoui, expert de géopolitique et de géo-économie préconise que «l'Algérie est proactive en matière de lobbying auprès de l'Inde et du Brésil, dont l'objectif est justement de consolider l'accord à l'unanimité son adhésion au club des Brics».



[Le réveil](#)

Avec le PIB par habitant le plus élevé du Maghreb et le 4e au continent africain, l'Algérie affiche une belle santé, que le FMI et la Banque mondiale ont, par ailleurs, soulignée dans leurs rapport et notes de conjoncture. Nous avons, avait déclaré, il y a quelque temps, le Président Tebboune, «pour la première fois, augmenté les exportations de 1,7 milliard de dollars en 2019 à 5 milliards de dollars en 2021, puis à 7 milliards de dollars en 2022, soit une hausse annuelle de 30%».



Caisse de garantie des marchés publics : Dématérialisation des démarches administratives

La CGMP lancera une application qui permettra de consulter les projets, de télécharger des documents, d'ouvrir un compte et de consulter les sommes dues : les entreprises n'auront plus à se déplacer, sauf en cas d'acceptation du dossier pour la signature des contrats.

Le directeur général de la Caisse de garantie des marchés publics (CGMP), Oualid Nasri, a annoncé que cet établissement public lancera la première application gratuite dédiée aux marchés publics le deuxième semestre de 2023.



Caisse de garantie des marchés publics : Lancement prochain d'une application dédiée aux opérateurs

Le directeur général de la Caisse de garantie des marchés publics (CGMP), Oualid Nasri, a annoncé que cet établissement public lancera la première application gratuite dédiée aux marchés publics le deuxième semestre de 2023.



Projets de lois sur la monnaie et le crédit et les règles de comptabilité publique : La commission des finances de l'APN examine les amendements

La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, jeudi dernier, une réunion dédiée à l'examen du projet de loi sur la monnaie et le crédit et le projet de loi relatif aux règles de la comptabilité publique, a indiqué, jeudi dernier, un communiqué de cette commission. La commission des finances et du budget de l'APN a tenu ce jeudi 6 avril 2023 une réunion présidée par Lakhder Salmi, président de la commission, a précisé le communiqué.



Modernisation du système budgétaire : Les experts insistent sur les facteurs assurant sa réussite

L'Algérie s'apprête à moderniser son système budgétaire en vue de parvenir à une performance dans la conduite des politiques publiques. Selon plusieurs acteurs institutionnels

et experts, l'application de la loi organique 15-08 relative aux lois de finances (LOLF) est d'une grande importance.

Elle permettra non seulement de rationaliser la gestion des deniers publics, d'introduire de la performance dans l'action publique, mais aussi, disent-ils, aura un rôle de premier plan dans la transparence, la responsabilisation des gestionnaires et l'évaluation des projets. Réformer le système budgétaire n'est pas chose aisée, notent certains professeurs en management public. Ils soulignent que l'aboutissement de cette réforme suppose une série d'ingrédients et de leviers de gestion dont l'adoption facilitera la réalisation des objectifs attendus de la gouvernance budgétaire.



Tebboune à Al-Jazeera: L'économie nationale, les BRICS et les fonds détournés

Pour mieux appuyer ses déclarations sur la croissance économique de l'Algérie, le président Tebboune est revenu, mercredi 5 avril, à travers un podcast diffusé par la chaîne qatarie «Al-Jazeera», dans le sillage d'un entretien accordé, en mars, à la même chaîne de télévision, sur les points forts du pays et les tendances qui se dégagent pour l'avenir.

Dans ce podcast, dont les trois quarts de son intervention sont consacrés aux questions économiques, le Président Tebboune a affirmé que «tous les indicateurs économiques de l'Algérie sont au vert», en insistant sur le fait que le pays enregistrait «une croissance, un développement, des espoirs, et des horizons, comme en témoignent toutes les instances internationales».



[Finances: Un appui à la certification CIA des inspecteurs de l'IGF](#)

L'Algérie, à travers le ministère des Finances, a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement – Fonds d'Assistance Technique en faveur des pays à revenu intermédiaire (FAT-PRI).

Un financement devant couvrir le coût du projet de renforcement de la gouvernance des entreprises publiques et des participations de l'Etat en Algérie, souligne un avis à manifestation d'intérêt mis en ligne sur le site du ministère des Finances.



Poids économique : les BRICS dépassent le G7

Le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), qui sera élargi à d'autres pays dont l'Algérie, a désormais un poids économique plus important que celui du groupe des sept pays les plus industrialisés de la planète (G7), qui comprend les États-Unis, l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni, selon le cabinet de recherche britannique Acorn Macro Consulting. Les chiffres sont édifiants.



Adhésion aux Brics, situation économique... : Ce qu'a dit le président Tebboune

Le président Abdelmadjid Tebboune a déclaré, à Al Jazeera Podcasts, que l'Algérie était sur le point d'adhérer au groupe BRICS, notant que l'adhésion au groupe rendra l'Algérie plus forte économiquement.

Le président Tebboune a affirmé que les rapports du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale confirment que les indicateurs de l'Algérie sont au vert et indiquent que notre économie est en croissance et progresse.



Fisc et Cadastre : Ce qui changera avec la numérisation

Six mois... C'est le temps additionnel fixé par le président de la République au secteur des finances pour numériser ses différents démembrements, à commencer par les services du fisc et du cadastre.

Un processus devenu plus qu'urgent pour asseoir les bases d'une réforme en profondeur des institutions et de l'économie nationales, mais qui, aux dires du chef de l'État lui-même, reste à la traîne depuis près de deux décennies.



[Banque mondiale: l'inflation des denrées alimentaires pèsera sur la croissance de l'Algérie](#)

L'inflation à deux chiffres des prix des denrées alimentaires pèsera sur la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord cette année, entraînant une baisse de la croissance à 3% contre 5,8% l'année dernière. C'est ce qu'a indiqué jeudi la Banque mondiale dans un rapport régional.

Les pays en développement exportateurs de pétrole, dont l'Algérie et l'Irak, devraient connaître une croissance de 2,2 % en 2023, contre 3,9 % en 2022. Le gouvernement algérien prévoyait une croissance de 4,3% pour l'année 2023.



[Pièces de monnaie et billets de banque en Algérie : les nouvelles règles du jeu proposées](#)

Les membres de l'Assemblée nationale ont déposé des amendements relatifs au projet de loi monétaire et bancaire, dont de nouvelles règles au sujet des pièces de monnaie et billets de banque en Algérie. Tous les détails vous seront dévoilés dans cette édition du samedi 8 avril 2023.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN *d'Algérie*

[EXPLORATION PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE : L'Algérie est en tête des pays arabes](#)

Un rapport de la société américaine Baker Hugues fait savoir que l'Algérie est en tête des pays arabes pour l'exploration pétrolière et gazière. Selon ce rapport, les plateformes d'exploration pétrolière et gazière ont augmenté en Algérie de deux plate-formes au cours du mois dernier, les portant à 33.

يطلقه صندوق ضمان الصفقات في السداسي الثاني من السنة

تطبيق مجاني خاص بالصفقات العمومية

كشف المدير العام لصندوق ضمان الصفقات العمومية، وليد نصري، بأن هذه الهيئة العمومية ستطرح أول تطبيق مجاني خاص بالصفقات العمومية خلال السداسي الثاني من العام الجاري.

أوضح نصري، في تصريح لوكالة الأنباء، بأن هذا التطبيق الموجه الى المهتمين أو الشركاء الاقتصاديين، سيمكنهم من الاطلاع على مشاريعهم مع إمكانية التسجيل الإلكتروني، تحميل الوثائق، فتح حساب شخصي والاطلاع على المستحقات بالإضافة إلى مزايا أخرى. ويعمل الصندوق حالياً، حسب نصري، على تطوير موقعه الإلكتروني الذي يمكن مختلف المؤسسات الراغبة في الحصول على منتجات الصندوق من الاطلاع على كافة الشروط والوثائق اللازمة الخاصة بإعداد ملف يتم دراسته عن بعد. وتغني هذه الإجراءات المؤسسات عن مشقة التنقل إلى المديرية والفروع التابعة للصندوق إلا في حالة قبول الملف والإمضاء على عقد الكفالة أو التسبيق.



إطلاق أول تطبيق خاص بالصفقات العمومية هذه السنة

سيطرح صندوق ضمان الصفقات العمومية، أول تطبيق مجاني خاص بالصفقات العمومية خلال السداسي الثاني من العام الجاري.

وقال المدير العام لصندوق ضمان الصفقات العمومية، وليد نصري، أن هذا التطبيق الموجه الى المهتمين أو الشركاء الاقتصاديين.



58 تعديلا أوليا على مشروع القانون النقدي .. والنواب يقترحون:

لا تسبيقات للخرينة لمنع طبع النقود .. والأوراق النقدية برموز الهوية

أودع نواب المجلس الشعبي الوطني 58 تعديلا تخص مشروع القانون النقدي والمصرفي الجديد، تتعلق مجملها بتحديد شروط صارمة لعمليات التسبيق المالي للخرينة، حتى لا تكرر تجربة التمويل غير التقليدي أو عملية طباعة النقود المنتهجة في حقبة النظام السابق، والتي قد تؤدي حسبهم إلى ارتفاع نسبة التضخم.

كما صبّت معظم مقترحات التعديل في منح الصيرفة الإسلامية صلاحيات أكبر، بإدراج ممثليها ضمن نواب محافظ بنك الجزائر ولجنة المراقبة ومجلس القرض والنقد.



البنك الدولي : نحو تحسّن توقعات النمو الاقتصادي للجزائر في 2023

يتّجه البنك الدولي لتحسين توقعاته بشأن النمو الاقتصادي في الجزائر عام 2023، حسب ما ورد في تقريره الحديث حول اقتصاديات الشرق الأوسط وشمال إفريقيا.

وتوقّع التقرير الذي صدر يوم الخميس، أن تحقّق الجزائر نسبة نموّ في حدود 2 بالمئة مع نهاية العام الجاري. مقارنة بنسبة 3.1 بالمئة المسجّلة في 2022.



أكد أنه لا توجد دولة تدعم الأسعار مثلها... الرئيس تبون: الجزائر في الطريق السليم وكل مؤشرات الاقتصاد إيجابية

كشف رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، أن جميع المؤشرات الاقتصادية للجزائر جيدة وأن الاقتصاد الوطني يسير في الطريق السليم، مؤكدا أن الدولة متمسكة بطابعها الاجتماعي لكن التسيير الإداري للاقتصاد انتهى.

وفي مقابلة مع قناة الجزيرة بودكاست، أوضح الرئيس تبون، أن "كل المؤشرات الاقتصادية للجزائر خضراء والاقتصاد الجزائري يسير في الطريق السليم، هناك نمو وهناك تقدم، هناك آمال وهناك آفاق بشهادة جميع الهيئات الدولية"، معتبرا أن "القوة الحقيقية للشعوب ليست القوة العسكرية بل القوة الاقتصادية."



الجمارك تُفرج عن وثيقة مرجعية لمطابقة تصريحات المستوردين

هذه أسعار السيّارات الجديدة في 2023

أفرجت المديرية العامة للجمارك عن وثيقة مرجعية "argus" لمطابقة تصريحات استيراد المركبات الجديدة بترقيم سنة 2023، تتضمن أسعار كافة العلامات بمختلف أصنافها بين السياحية والنفعية في الدول المورّدة، حيث لا يتسنى للمستوردين سواء كانوا أفرادا أو مؤسسات مخالفتها.



09/04/2023

REVALORISATION DE L'ALLOCATION TOURISTIQUE

Une étude en cours au niveau de la Banque d'Algérie

Les choses commencent à bouger du côté du département des finances, avec notamment la révision des allocations touristiques ainsi que l'ouverture des bureaux de change.

PAR : IDIR AMMOUR

En effet, les annonces ont été faites par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée à l'examen du Projet de loi monétaire et bancaire. Évoquant l'augmentation de l'allocation touristique, le ministre a fait savoir qu'une étude est en cours de réalisation par la Banque d'Algérie à cet égard, sans donner plus de détails sur le taux d'augmentation, ni fixé une date précise pour cette revalorisation. S'agissant de l'ouverture des bureaux de change, M. Faïd a indiqué que «*la Banque d'Algérie est en train de mettre en place les textes réglementaires relatifs à la création et au fonctionnement de ces bureaux qui seront prêts dès que la loi sur la monnaie et le crédit entrera en vigueur.*» Il a ajouté que ces bureaux pourront être ouverts dans différents points stratégiques (aéroports, ports, zones touristiques), et à travers les différentes villes et wilayas pour attirer les devises, tout en révisant la marge bénéficiaire de ces bureaux. Bonne nouvelle donc pour l'ensemble des Algériens qui ne cessent de mettre en avant ce dossier depuis toujours. D'ailleurs, nombreux sont ceux qui pensent qu'il est même préférable de supprimer définitivement cette subvention, à défaut de l'augmenter. Car, le comparant à celle octroyée par les

pays voisins dont l'écart est trop important, ces derniers, le ressentent comme humiliation, portant même atteinte à la réputation de l'Algérie et des Algériens. Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, puisque le Président Tebboune a réaffirmé à plusieurs reprises qu'une fois la situation économique du pays améliorée, il «*augmentera la valeur de l'allocation touristique pour préserver la dignité des Algériens.*» Encore une fois, le président de la République a mis en valeur ses promesses en joignant l'acte à la parole. Tout le monde s'accorde à dire que le montant de l'allocation touristique alloué pour les touristes, voulant passer leurs vacances à l'étranger est dérisoire en Algérie. Instituée en 1997, cette somme est de 15 000 dinars par personne. Ce montant est de moitié (7.500 DA) pour les enfants âgés de moins de 15 ans. Ce qui contraint les Algériens à recourir au marché noir pour s'alimenter en devises malgré le taux élevés des principales devises, notamment, l'euro échangé 200

DA et plus pour 1 euro, et 1 Dollars pour 180 DA et plus. Cette allocation n'a pas changé depuis. Actuellement, le montant ne permet pas parfois de louer un taxi de l'aéroport vers un hôtel lors de l'arrivée du touriste algérien dans un pays étranger ou de passer une nuitée dans un hôtel en Europe notamment. C'est ce qu'ont souligné des députés devant des responsables du secteur des Finances à l'occasion des débats sur la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit.

I.A.



El Watan
LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

08/04/2023

Le satisfecit de Tebboune

● Le pays dispose d'une réserve de change de 64 milliards dollars, ce qui équivaut, selon les spécialistes, à près d'un an et demi d'importations de biens et de services, d'un excédant financier, des investissements sont lancés et de nombreux emplois créés, selon ses déclarations.

Dans un podcast diffusé par la chaîne d'information qatarie Al Jazeera, le président Abdelmadjid Tebboune voulait visiblement rassurer et apaiser les Algériens quant à la situation économique et sociale du pays mais aussi envoyer un signal fort aux marchés et aux potentiels investisseurs. Il a indiqué dans ce contexte que «*tous les indicateurs économiques de l'Algérie sont au vert et l'économie nationale est dans le bon sens*», relevant que le pays enregistrait «*une croissance, un développement, des espoirs et des horizons, comme en témoignent toutes les instances internationales*». Il a rappelé, en outre, que notre pays n'a pas de dette extérieure qui aurait injustement pesé sur les générations futures, avec une croissance économique interne de 4,3%, ajoutant que le revenu par habitant en Algérie est supérieur de deux fois et demi à celui de certains pays voisins.

Le pays dispose d'une réserve de change de 64 milliards dollars, ce qui équivaut, selon les spécialistes, à près d'un an et demi d'importations de biens et de services, d'un excédant financier, des investissements sont lancés et de nombreux emplois créés, selon ses déclarations. Les salaires en Algérie ont été revus à la hausse pour la troisième fois de suite avec un taux d'augmentation de 32% pour un taux d'inflation de 9%. L'objectif ultime est de protéger le pouvoir d'achat du citoyen et atténuer les impacts négatifs de la spéculation qui gangrène le marché des fruits et légumes, particulièrement pendant ce mois de Ramadhan. Le chef de l'Etat a rappelé, en outre, l'institution de l'allocation chômage qui profite à quelque deux millions de chômeurs.

Le président Tebboune a relevé la dynamique de l'économie nationale accompagnée par une réduction des importations «*sans priver les citoyens des besoins essentiels*» et une hausse des exportations. Il a donné d'autres indicateurs



Le président Abdelmadjid Tebboune soutient que tous les indicateurs économiques sont au vert

sur la production agricole qui a atteint 34,5 milliards de dollars fin 2022, soit 17% du PIB, tandis que la contribution prévisionnelle du secteur industriel au PIB devrait augmenter à au moins 10% d'ici 2024-2025.

Un autre point a été abordé, à savoir les hydrocarbures. L'Algérie a augmenté ses capacités de production, mais il a tenu à préciser que l'augmentation des exportations de gaz ne se fera pas au détriment du confort des ménages, qu'il s'agisse d'approvisionnement en gaz, ou d'alimentation en eau et en électricité. Il reconnaît, toutefois, que «*la consommation interne du gaz est colossale*», avec un taux de raccordement qui a atteint 72% à l'échelle nationale. Sur ce point précis, les spécialistes donnent le chiffre de 69% de la consommation gazière dans le secteur résidentiel et les services communs, ce qui devra pousser les pouvoirs publics à accélérer le processus de transition énergétique. La conjoncture actuelle du marché des hydrocar-

bures risque de se renverser à tout moment. Par ailleurs, le président Tebboune a affirmé que la contribution du secteur privé était parmi les points forts de l'économie algérienne, notamment avec la concrétisation du guichet unique pour l'investissement et l'éradication de la bureaucratie. «*85% du capital algérien est privé, et l'ère de la gestion administrative de l'économie est révolue*». Les prévisions du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) mettent en avant le fait que «*l'investissement privé dépassera 30 milliards de dollars fin 2027*». D'autres statistiques ont été divulguées. Ainsi, plus de 1300 investisseurs attendent l'obtention d'une autorisation pour entamer leurs projets, ce qui contribuera à la création de 55 000 postes d'emploi en 18 mois a-t-il ajouté. Le président de la République est ensuite revenu sur l'adhésion de l'Algérie aux BRICS. «*L'Algérie prendra d'autres initiatives avec des économies plus fortes. Les banques et les investissements dans les BRICS*

permettront de renforcer l'Algérie sur le plan économique», a-t-il dit. Il ajoute que «*la Chine, la Russie, l'Afrique du Sud et le Brésil sont favorables à la demande d'adhésion, et l'Inde ne s'y est pas opposée*».

L'Algérie devrait adhérer lors de la prochaine réunion périodique du groupe prévue l'été prochain en tant que «*pays observateur dans un premier temps*».

Par ailleurs, il a abordé le processus de récupération des fonds pillés, un processus déjà engagé en interne, relevant que «*nous avons pu récupérer jusqu'à présent, sur des décisions de justice, près de 22 à 23 milliards de dollars*».

Concernant les fonds détournés vers l'étranger, le président de la République a affirmé que l'opération se poursuivait, citant l'exemple de l'Espagne qui a «*accepté de restituer 3 hôtels cinq étoiles au Trésor algérien*». Il y a un processus de restitution des capitaux transférés à l'étranger en collaboration avec l'Union européenne (UE).

Kamel Benelkadi

Les problèmes monétaires et les institutions internationales

Nous assistons, ces dernières années, à énormément de débats sur les problèmes monétaires internationaux. Ces débats sont, assez souvent, restés limités à quelques initiés qui ont joué, avec une excessive subtilité, des divergences doctrinales et des oppositions d'intérêt. Les débats sur les problèmes monétaires doivent sortir du cercle étroit des experts pour gagner du moins l'ensemble des responsables économiques et sociaux et ne doivent pas se réduire à des échanges purement verbaux entre pays trop assurés de leur puissance et d'autres insuffisamment assurés de la leur. Il est temps, aujourd'hui, que les institutions internationales s'intéressent davantage aux problèmes monétaires internationaux. Voilà plus de quatre-vingts ans que les désordres monétaires se succèdent et se juxtaposent à travers le monde. Aujourd'hui, le désordre tend à devenir la règle et c'est l'ordre qui fait figure d'exception. Les crises successives du système monétaire international ont durement affecté les fondements des relations économiques entre les nations. Le dérèglement du système monétaire international ne pouvait, en aucune raison, être considéré comme un phénomène maléfique qui serait responsable de tous les échecs du monde actuel. En réalité, les vicissitudes du système monétaire international ne font, dans une large mesure, que refléter les insuffisances des politiques internes. Il faut éviter de rechercher dans la réforme du système monétaire international

une formule miracle qui rétablirait, d'un seul coup, les harmonies et les équilibres perdus. Demander au FMI de réguler, tout à la fois, l'espace monétaire international, c'est s'exposer à une démarche maladroite. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un regard rétrospectif sur les avatars du système monétaire international. Les institutions internationales ne peuvent pas ignorer un état de fait : les pays développés ont une part prépondérante dans les relations commerciales et financières internationales et ont tendance, assez souvent, à oublier les préoccupations particulières des pays en voie de développement. S'agissant des pays exportateurs de pétrole, c'est une question de réalisme compte tenu du rôle important que ces pays exercent dans les affaires monétaires. On demande beaucoup au FMI. Il serait excessif de compter exclusivement sur cette institution pour résoudre, sans douleur, les problèmes monétaires du monde. Les pays du Tiers-Monde peuvent légitimement formuler certaines revendications mais, assez souvent, ces revendications se heurtent à des réticences, assez compréhensibles, des pays riches. Les rapports entre nations ont toujours donné lieu à contestation. La défaillance actuelle du système monétaire international est assez évidente. Mais il est difficile d'en déceler, avec quelque précision, les causes lointaines et immédiates, les modalités et les conséquences. Du coup, cela prend des allures de mal secret auquel tout le monde a tendance à imputer, plus

ou moins confusément, la responsabilité de tout ce qui ne va pas dans les affaires du monde. L'inflation est devenue, aujourd'hui, un mode de financement du développement des économies, elle a miné tout le système monétaire international et lui a donné une dimension nouvelle. Il est important, aujourd'hui, d'agir pour un nouveau système de relations économiques,

commerciales, financières et monétaires, car le système monétaire est une résultante, une partie d'un tout, et d'améliorer davantage les relations monétaires internationales en prenant une claire conscience des intérêts communs et des divergences profondes.

^(*) Professeur des Universités, ancien cadre supérieur à la Banque d'Algérie.

L'ÉCONOMIE MONDIALE CONNAÎT UN IMPORTANT RALENTISSEMENT

La Banque mondiale prévoit un taux de croissance de 2% en 2023

● Face à la hausse des prix sur les marchés des produits de base, en particulier ceux du pétrole et des denrées alimentaires, les pays Mena ont mis en place des politiques visant à contenir l'inflation intérieure.

Selon la Banque mondiale (BM), dans la plupart des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena), la hausse de l'inflation a été modérée ou faible, voire inférieure aux niveaux observés aux États-Unis. Résultat des mesures prises dans certains pays pour juguler le phénomène. Ainsi, dix pays ont imposé de nouveaux contrôles des prix. C'est le cas de l'Algérie, l'Égypte et les Émirats arabes unis qui ont fixé, depuis octobre 2022, de nouveaux prix plafonds pour les denrées alimentaires.

«Les efforts de l'Europe pour diversifier son approvisionnement énergétique pourraient soutenir l'investissement dans le secteur des hydrocarbures en Algérie»

Dans son rapport régional publié le 6 avril dernier et intitulé «Destins bouleversés : effets à long terme de la hausse des prix et de l'insécurité alimentaire dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord», la Banque mondiale prévoit une croissance de 3 % en 2023 et 3,1 % en 2024. Une croissance nettement inférieure à celle enregistrée en 2022, c'est à dire 5,8%. En Algérie, le taux devrait descendre à 2% en 2023, contre 3,1 % l'année précédente. Cependant, ces perspectives pourraient présenter un certain potentiel de hausse, selon les économistes de la BM qui expliquent : «Les efforts de l'Europe tendant à diversifier son approvisionnement énergétique pourraient soutenir l'investissement dans le secteur des hydrocarbures en Algérie, ce



Une vue du siège de la Banque mondiale

qui améliorerait les perspectives à moyen terme». Ainsi, les perspectives s'annoncent positives pour cette période.

Concernant le PIB (Produit intérieur brut) réel, il devrait baisser en Algérie de 3,1% en 2022 à 2 en 2023 et 2024 alors que la variation du PIB par habitant devrait se situer à 0,4% en 2023 (contre 1,4% en 2022) avant de remonter à 0,5% en 2024, selon les prévisions de la BM. Globalement pour toute la région Mena, la tendance s'annonce également en baisse avec respectivement 1,6 % et 1,7 % en 2023 et 2024 (contre 4,4% en 2022).

Le solde des transactions courantes

de la région Mena, un taux qui désigne à titre indicatif la différence entre les recettes courantes en provenance de l'étranger et les paiements courants à destination de l'étranger devrait par ailleurs passer d'un pic de 10 % du PIB en 2022 à 6,9% en 2023. Pour l'Algérie, il passerait de 5,9% en 2022 à 1,2% en 2023

Le solde budgétaire de la région devrait diminuer de 1,8% à 0% du PIB en 2023, à cause de la baisse du prix des hydrocarbures. Les pays en développement exportateurs de pétrole dont l'Algérie devraient également afficher un solde budgétaire déficitaire. En Algérie, il

devrait passer de -0,9% du PIB 2022 à -5,9% du PIB en 2024. «Ce qui donne à penser que les avantages issus de la hausse des prix du pétrole en 2022 auront été de courte durée», analyse la BM.

Au sujet de l'inflation dans la plupart des pays Mena, la hausse a été modérée ou faible, voire inférieure aux niveaux observés aux États-Unis, selon la même source. De manière globale, l'inflation alimentaire moyenne en glissement annuel entre mars et décembre 2022 a atteint 29 %, ce qui est nettement supérieur à l'inflation globale (19,4%). Face à la hausse des prix sur les marchés des produits de base, en particulier ceux du pétrole et des denrées alimentaires, les pays Mena ont mis en place des politiques visant à contenir l'inflation intérieure. Ainsi, dix pays ont imposé de nouveaux contrôles des prix. C'est le cas de l'Algérie, l'Égypte et les Émirats arabes unis qui ont fixé, depuis octobre 2022, de nouveaux prix plafonds pour les denrées alimentaires. Parallèlement, l'Algérie, l'Égypte, l'Iran, et la Jordanie auraient, selon l'institution de Bretton Woods, assoupli les restrictions à l'importation de certains produits pour réduire les blocages sur le marché local et atténuer ainsi l'inflation intérieure. «Ces politiques peuvent enrayer l'inflation intérieure, mais au prix d'une surveillance moins rigoureuse de la qualité des importations ou, si les droits de douane sont abaissés, d'une diminution des recettes publiques», explique la BM. S. I.

Le Soir
D'ALGERIE

08/04/2023

**SITUATION ÉCONOMIQUE, ADHÉSION AUX BRICS,
MALI, LUTTE ANTICORRUPTION...**

Les vérités de Tebboune

L'économie algérienne se porte bien et est sur la bonne voie. Avec une croissance économique interne de 4,3%, zéro endettement, elle se place comme la troisième ou quatrième économie en Afrique, assure le président de la République qui n'a pas caché sa satisfaction de voir les indicateurs au vert. Abdelmadjid Tebboune s'exprimait sur la chaîne Al Jazeera.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est un bilan des plus positifs que dresse le président de la République de l'économie nationale.

Abdelmadjid Tebboune, s'exprimant dans un podcast diffusé par la chaîne d'information qatarie Al Jazeera, estime que les indicateurs étaient au vert, contredisant toutes les thèses selon lesquelles le pays devait s'effondrer en 2020 et se retrouver à s'endetter auprès du FMI. C'est tout le contraire, dit-il, qui s'est produit puisqu'en 2022 et pour la première fois, l'Algérie exportait plus de 7 milliards de dollars hors hydrocarbures.

Actuellement, les réserves de change sont de l'ordre de 64 milliards dollars, les investissements se font à une bonne cadence et les organismes internationaux reconnaissent les efforts consentis.

L'Algérie, dit-il, se place désormais comme la troisième ou quatrième économie dans le continent africain, avec une croissance économique interne de l'ordre de 4,3% et un revenu par habitant supérieur de deux fois et demie à celui de certains pays voisins. Son économie, ajoute-t-il, connaît une véritable dynamique avec une réduction des importations qui s'est faite, ajoute-t-il, sans «priver les citoyens des besoins essentiels».

Autre signe de bonne santé, la contribution de certains secteurs, comme celui de l'agriculture, au produit intérieur brut (PIB), avec une production agricole de 34,5 milliards USD fin 2022, soit 17% du PIB, tandis

que la contribution prévisionnelle du secteur industriel au PIB devrait augmenter à au moins 10% d'ici 2024-2025.

Le secteur privé n'est pas en reste avec une grande contribution de ce secteur, avec la concrétisation du guichet unique pour l'investissement et l'éradication de la bureaucratie. Tebboune affirme que «85% du capital algérien est privé», ajoutant que «l'ère de la gestion administrative de l'économie est révolue».

Selon les prévisions du Conseil du nouveau économique algérien (CREA), dit-il, l'investissement privé dépassera 30 milliards USD fin 2027. Plus de 1 300 investisseurs attendent l'obtention d'une autorisation pour concrétiser leurs projets, ce qui contribuera à la création de 55 000 postes d'emploi en 18 mois.

Au sujet du secteur des hydrocarbures, Abdelmadjid Tebboune a fait part de la disposition de l'Algérie à augmenter ses capacités de production, assurant que l'augmentation des exportations de gaz ne se fera pas au détriment du confort

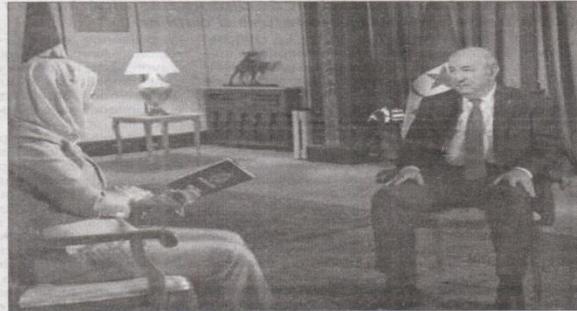


Photo: OR

des ménages algériens, qu'il s'agisse d'approvisionnement en gaz ou d'alimentation en eau et en électricité.

L'Algérie, dit-il, œuvre à consolider sa présence en Afrique, notamment à travers quatre projets africains d'intégration, à savoir le projet de liaison de fibre optique avec le Niger et le Nigeria, le gazoduc Nigeria-Europe en passant par le Niger et l'Algérie, la prospection du gaz au Niger, ainsi que la ligne ferroviaire qui reliera Alger à Bamako et à Niamey.

Concernant l'approvisionnement de l'Europe en gaz, Tebboune a une fois de plus affirmé que l'Algérie demeurerait un fournisseur fiable, relevant que le gaz algérien était moins

cher par rapport au gaz liquéfié importé en Europe.

Réaffirmant le caractère social du pays, il a rappelé que les salaires en Algérie avaient été revus à la hausse, trois fois de suite avec un taux d'augmentation de 32% pour un taux d'inflation de 9%, affirmant qu'aucun pays ne soutient les prix comme le fait l'Algérie qui reste l'un des seuls pays en Afrique à octroyer une allocation-chômage qui est allouée actuellement à deux millions de personnes. Pour conclure, le chef de l'État dira que «la véritable force des peuples n'est pas la puissance militaire, mais plutôt la force économique».

N. I.

ADHÉSION AUX BRICS

Pas d'opposition des pays membres

Interrogé au sujet l'adhésion aux «Brics», Tebboune a répondu que l'Algérie devrait y adhérer lors de la prochaine réunion périodique du groupe prévue l'été prochain en tant que pays observateur dans un premier temps et deviendra membre à part entière avec l'amélioration des indicateurs.

La Chine, la Russie, l'Afrique du Sud et le Brésil sont favorables à la demande d'adhésion,

alors que l'Inde ne s'y est pas opposée. Une démarche qui, dit-il, permettra de renforcer l'économie nationale et donnera à l'Algérie l'opportunité de prendre d'autres initiatives avec des économies plus fortes alors que les banques et les investissements dans les Brics permettront de renforcer l'Algérie sur le plan économique.

N. I.

PERISCOOP

Soirperiscoop@yahoo.fr

Dimanche 9 avril 2023 - Page 2

Modalités de recours fixées

Les modalités de fonctionnement des commissions de recours des douanes, leur composition et les délais de leur saisine sont désormais fixés.

Présidée par le directeur général des douanes ou son représentant, la commission nationale doit recevoir les recours dans un délai de vingt jours, à compter de la date de notification de la décision de la commission régionale:

Le recours devra être appuyé par des documents justificatifs comme des prospectus, certificats d'analyse, factures et même des échantillons de la marchandise concernée par le recours.



Le Soir
D'ALGERIE

08/04/2023

BIENS MAL ACQUIS

«Entre 22 et 23 milliards récupérés»

De nouveaux éléments ont été apportés par le chef de l'État au sujet de la récupération des biens et de l'argent issus de la corruption. Ils concernent aussi bien les opérations menées à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - En Algérie, le montant global des avoirs récupérés a été revu à la hausse puisqu'il diffère du montant révélé le 23 décembre dernier, lors de la rencontre périodique du Président Tebboune avec la presse nationale. Il s'élevait alors à vingt milliards de dollars. Ce mardi, il a cependant annoncé à Al Jazeera que le pays est parvenu à récupérer «entre vingt-deux et vingt-trois milliards de dollars» jusqu'à présent. Ce montant représente le cumul de toutes les récupérations opérées en quatre mois dans les affaires de corruption finalisées au niveau de la justice.

Bien que jugés, certains dossiers nécessitaient la prononciation de décisions défini-

tives par la Cour suprême. C'est la dernière instance dans le processus d'appels et de cassations à trancher définitivement dans les recours qui ont été introduits par les personnes condamnées pour corruption.

Ces condamnations définitives sont la condition qui permet la saisie des biens et argent contenus dans les comptes en banque des mis en cause. Il est certain que la nouvelle somme annoncée par le président de la République est appelée à être revue à la hausse en raison du grand nombre de dossiers liés à la corruption en cours de traitement au niveau de la justice. Près de trois cents affaires, sans lien avec les grands scandales passés, ont ainsi été recensées.

Les démarches pour la récupération des biens et argent de la corruption sont également sur le point d'aboutir, a révélé Abdelmadjid Tebboune. Un important pas devrait être franchi par l'Espagne «qui est prête à nous restituer trois hôtels luxueux», a-t-il déclaré. Ce dernier n'a pas nommé leur

ancien propriétaire. Il s'est contenté d'utiliser le terme «ce monsieur», une allusion évidente à Ali Haddad. En 2022, l'Algérie avait entamé une procédure urgente auprès de l'Espagne pour stopper une procédure de mise en vente de ces trois hôtels appartenant à l'ancien patron du FCE. L'opération avait été entreprise discrètement par l'entourage de l'ancien oligarque mais elle a été stoppée par Alger qui avait déjà transmis aux Espagnols la liste des biens de Ali Haddad sous saisie conservatoire.

Le chef de l'État a cependant refusé de s'étaler sur les informations faisant état des discussions qui ont eu lieu avec Josep Borrell au sujet de la coopération européenne en matière de récupération des biens à l'étranger. «Il y a des volontés», a-t-il déclaré plus globalement, «c'est leur devoir de coopérer car tous les transferts illégaux de devises se sont faits chez eux (...) dans tous les pays européens et en particulier ceux du bassin méditerranéen».

A. C.

FONDS PILLÉS

22 À 23 MILLIARDS USD RÉCUPÉRÉS EN INTERNE

Répondant à une question sur le processus de récupération des fonds pillés, le Président Tebboune a expliqué que ce processus avait été engagé, d'abord, en interne, relevant que « nous avons pu récupérer jusqu'à présent, sur des décisions de justice, près de 22 à 23 milliards de dollars ». Concernant les fonds détournés vers l'étranger, le président de la République a affirmé que l'opération se poursuit, citant l'exemple de l'Espagne qui a « accepté de restituer 3 hôtels cinq étoiles au Trésor algérien ». S'agissant des questions régionales sur le dossier malien, le Président Tebboune a affirmé que l'Algérie œuvre à instaurer la sécurité au Mali. « Personne ne nous empêchera d'aider nos frères maliens et nous n'accepterons aucune scission entre le nord et le sud du Mali », a-t-il souligné.

« L'approche de l'Algérie et de la France concernant le Mali n'est pas la même et j'en avais informé le Président français... la France voit que la solution est militaire, alors que nous la considérons économique et sociale », a-t-il dit. Évoquant la Libye, le président de la République a rappelé que l'Algérie respecte la décision souveraine libyenne, soulignant que « le changement de gouvernements n'est pas une solution, mais un baume temporaire ».

« Nous sommes à équidistance avec toutes les parties et nous n'accepterons pas les manipulations, puisque le chan-

gement de gouvernement n'a pas donné de résultat, et la solution souveraine réside dans les élections », a affirmé le chef de l'État.

Pour ce qui est de la Tunisie, le Président Tebboune a affirmé que l'Algérie n'abandonnera jamais la Tunisie et le peuple tunisien, et elle ne tolérera pas « l'effondrement de l'État tunisien », souhaitant que le peuple tunisien préserve son pays.

« Les tiraillements politiques en Tunisie sont une affaire interne et font partie du processus démocratique », a relevé le président de la République. Concernant le Sahara occidental, le Président Tebboune a rappelé que la question est entre les mains des Nations unies. « Le premier et le dernier mot revient au peuple sahraoui, seul à disposer de son sort », a-t-il soutenu. Quant à la question palestinienne, le président de la République a indiqué que « la stabilité du Moyen-Orient, voire du monde, s'appuie sur l'établissement d'un véritable État palestinien ».

« Nous allons aider nos frères palestiniens à unifier leur position, et pour que la Palestine devienne un membre à part entière au sein de l'ONU », a-t-il dit, relevant que le problème de l'Algérie avec l'entité sioniste réside uniquement dans le droit palestinien et que l'Algérie ne renoncera jamais à ce droit, quelles que soient les circonstances.

Caisse de garantie des marchés publics Le numérique pour de « nouveaux horizons »

Le directeur général de la Caisse de garantie des marchés publics (CGMP), Oualid Nasri, a annoncé que cet établissement public lancera la première application gratuite dédiée aux marchés publics le deuxième semestre de 2023. Cette application destinée aux parties intéressées et aux partenaires économiques permettra, entre autres, de consulter les projets, de s'enregistrer en ligne, de télécharger des documents, d'ouvrir un compte et de consulter les sommes dues, a précisé M. Nasri à l'APS. La Caisse de garantie des marchés publics s'emploie actuellement à développer son site Web, qui permet aux différentes entreprises souhaitant bénéficier des différents produits proposés par l'établissement de prendre connaissance de toutes les conditions et pièces nécessaires à la constitution d'un dossier qui sera étudié

à distance, a fait savoir le responsable. Grâce à cela, les entreprises n'ont pas à se rendre aux directions et antennes de la caisse, sauf en cas d'acceptation du dossier pour la signature des contrats (caution ou avance).

Selon le responsable, la CGMP s'oriente, dès cette année, vers de "nouveaux horizons" et une vision d'avenir basée sur des moyens et des méthodes modernes, en vue d'élargir sa part de marché, qui est autour de 20% actuellement, et ce, à travers notamment l'utilisation d'un système de gestion numérique de toutes les affaires internes et externes de l'établissement. De plus, la caisse œuvre à étendre son champ d'activité et sa présence au niveau national avec l'objectif de s'ériger en pôle d'information, d'étude et d'analyse sur les marchés publics.

L'établissement s'emploie également à élar-

gir sa gamme de produits, constituée actuellement de six (6) cautions et de deux (2) types d'avances de trésorerie, en vue de faciliter la réalisation financière des marchés publics. Concernant le bilan de la caisse, M. Nasri a fait savoir que cette institution publique à caractère industriel et commercial (EPIC) a octroyé aux entreprises bénéficiaires de projets publics depuis sa création en 1998 à fin 2022, près de 65.000 cautions d'une valeur de 936 mds DA.

De 2006 à fin 2022, la caisse a octroyé également près de 10.000 avances financières aux projets de développement de l'ordre de 236 mds DA, a-t-il ajouté.

Dans ce sillage, M. Nasri a indiqué que son établissement traitait avec plus de 7000 entreprises dont 80% du secteur privé.

Ces entreprises œuvrent à la réalisation de

projets dans différents secteurs tels que le bâtiment et les travaux publics, l'hydraulique et les transports tout en assurant les services liés à ces secteurs, explique M. Nasri, citant à titre d'exemple quelques mégaprojets cautionnés par la caisse dont l'aéroport international d'Alger, le métro d'Alger, la voie ferrée et l'aménagement de Oued El Harrach.

La CGMP est un établissement public sous la tutelle du ministère des Finances qui dispose de quatre (4) directions régionales et trois (3) antennes à l'échelle nationale.

Elle a pour mission de faire l'équilibre entre l'évolution matérielle et l'évolution financière des projets des équipements publics à travers l'octroi des garanties facilitant la réalisation financière des marchés et assurant l'accompagnement des entreprises tout au long de la durée de réalisation.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger